

PANORAMA DES GAUCHES LATINO-AMÉRICAINES

MARC SAINT-UPÉRY (ENTRETIEN) *

Marc Saint-Upéry se livre à un brillant décortilage de l'actualité latino-américaine. Au menu : fantasmes politiques occidentaux sur l'Amérique latine, Uribe, l'ALBA, la Banque du Sud, Cuba, Chávez, le Honduras, les minorités indigènes, l'arrivée d'Obama au pouvoir, etc. Un tour d'horizon complet, parfois polémique ou pessimiste, mais d'une richesse analytique indéniable. De quoi alimenter le débat et, surtout, enrichir la discussion.

Première partie (26 octobre 2009):

Pratiquer une solidarité active avec certains processus de transformation sans les fétichiser

La politique latino-américaine draine beaucoup de fantasmes «sauce Guevara/Tapioca», surtout quand elle concerne la gauche. Pourquoi projette-t-on tant d'irrationnel sur cette partie du monde et sur ses hommes politiques (sur Chávez, par exemple)?

C'est ce que j'appelle le problème de l'*«exotisme familier»*. Il y a entre l'Europe—notamment l'Europe de langue romane—et l'Amérique latine un mélange de différence exotique et de continuité culturelle—entre autres en raison du substrat latin et catholique et de la proximité linguistique—qui font de cette relation un espace de projection privilégié de tous les fantasmes idéologiques et de toutes les pulsions utopiques. Hier, Paris était la Mecque du progrès et de la culture pour toutes les élites latino-américaines. Aujourd'hui, les expériences menées à Caracas ou à La Paz sont perçues comme une

* JOURNALISTE ET TRADUCTEUR

Auteur notamment du *Rêve de Bolivar - Le défi des gauches latino-américaines*, éd. La Découverte, 2007, 232 p.

Cet entretien rédigé a été réalisé pour le site internet *Article XI* en octobre 2009. C'est une version raccourcie qui est ici présentée.

des clés de l'émancipation universelle par une partie de la gauche radicale européenne. Les mêmes personnes qui se garderaient bien de se prononcer sans enquête approfondie sur la trajectoire des maoïstes népalais, les problèmes du gouvernement communiste indien au Bengale, la guérilla musulmane en Thaïlande ou les conflits internes de l'ANC sud-africaine, n'hésiteront pas à émettre des proclamations définitives ou à s'engager dans des polémiques féroces – et en général passablement sous-informées – à propos des zapatistes, de Chávez ou des piqueteros argentins. Il n'est pas trop difficile d'apprendre l'espagnol ou le portugais, il est encore plus facile de croire qu'on les comprend bien et surtout, qu'on saisit par ce biais toutes les nuances d'une situation sur le terrain – y compris quand on y exalte l'altérité supposée de l'Indien ou du Noir (qui semble consoler certains de la grisaille de leur modernité quotidienne). Bref, l'avantage de l'Amérique latine, du point de vue de l'imaginaire, c'est que c'est une sorte de Même qui est un peu Autre et un Autre qui est un peu le Même.

Vous refusez le manichéisme à l'œuvre chez beaucoup de commentateurs politiques. Pour vous, il n'y a pas deux gauches en Amérique du Sud, mais quatre ou cinq, voire plus. Pourquoi se refuse-t-on à admettre la complexité de ce paysage politique ?

Je ne sais pas si on peut généraliser quant à un « refus » général d'admettre la complexité, mais ce qui est clair, c'est qu'il y a, à droite comme à gauche, bien des préjugés et des œillères idéologiques. Et je ne dis pas ça parce que je me considère comme au-delà du bien et du mal : je m'inscris clairement à gauche et j'ai des activités militantes qui seraient considérées comme impardonnables par les journalistes censément « objectifs », lesquels font souvent de la politique et de l'agitation idéologique sans le dire. Mais je crois que les militants devraient essayer d'éviter de croire systématiquement à leur propre propagande, parce que ça finit par leur jouer de mauvais tours. Il me semble qu'on peut fort bien pratiquer une solidarité active avec certains processus de transformation sans les fétichiser ni tomber dans la « mythologie militante », comme la dénonce justement le sociologue bourdieusien Franck Poupeau ¹.

Quant à la fameuse histoire des soi-disant « deux gauches », certains lecteurs critiques m'ont reproché une forme d'empirisme

¹ Franck Poupeau, *Carnets boliviens 1999-2007. Un goût de poussière*, Aux Lieux d'être, Montreuil, 2008.

agnostique qui tendrait à suggérer qu'il y aurait en fait autant de gauches que de pays, voire que de courants de la gauche elle-même au sein de chaque pays. Si c'était là ce que je disais, ce serait effectivement tautologique et ne nous avancerait pas beaucoup en termes d'analyse. Mais ce n'est pas ce que je dis. Il y a certainement des « ressemblances de famille » et des catégorisations possibles, mais elles ne sont pas toujours celles qu'on croit. Par exemple, on parle souvent de l'axe Caracas-Quito-La Paz, et il est vrai qu'il y a des éléments communs entre ces gouvernements. D'une part, il y a ce qu'on peut appeler la « mystique refondationnelle », l'idée qu'il fallait refonder symboliquement la république ou la nation sur de nouvelles bases ; c'est cette idée qui a justifié dans ces trois pays la convocation d'une Assemblée constituante. D'autre part, il y a une certaine sensibilité « national-populaire », un convocation rhétorique d'un « peuple » générique et parfois sacralisé contre une oligarchie maléfique et antipatriotique. Cette sensibilité existe dans une version légèrement plus ethnicisée en Bolivie, plus caudilliste au Venezuela, plus républicaine-jacobine en Équateur ; elle est en tout cas assez différente de la matrice réformatrice d'origine marxiste-catholique, classiste et démocratique radicale du PT brésilien, ou bien de la tradition social-démocrate chilienne.

Cela dit, il n'y a en Équateur ou en Bolivie rien qui ressemble à l'occupation massive de l'appareil d'État par des militaires de carrière telle qu'elle a lieu au Venezuela – et soit dit en passant, rien qui soit comparable en termes quantitatifs à l'orgie rentière et au niveau de corruption routinière qui existent au pays de Chávez. Inversement, au Venezuela, l'écrasante majorité tant des couches intellectuelles créatives que des nouvelles classes moyennes technocratiques sont – ou sont devenues – radicalement antichavistes, alors qu'elles soutiennent assez largement le gouvernement en Équateur, par exemple. Et au niveau des politiques publiques, les soi-disant différences entre « radicaux » et « modérés » tiennent encore moins la route. Donnons quelques exemples. Le gouvernement d'Evo Morales, que d'aucuns perçoivent comme un régime « radical » et « issu des mouvements sociaux », a en fait complètement « blindé » la politique financière et monétaire de l'État et l'a confiée aux mains de technocrates qui mènent dans ce domaine une gestion très prudente et passablement « orthodoxe ». Cela a même valu à la Bolivie l'éloge du FMI. (Notons que cette prudence et cette relative orthodoxie sont pour bonne part dues au souvenir traumatique de l'échec spectaculaire du gouvernement de gauche de l'Union démocratique et populaire (UDP), en 1982-1985, qui fut littéralement terrassé

par ses contradictions internes et par une gestion économique désastreuse débouchant sur une hyperinflation traumatique ; ce trauma fut d'ailleurs une des principales sources de légitimation des réformes néolibérales des gouvernements ultérieurs.) En Équateur, la réforme de l'enseignement supérieur, considérée comme élitiste et technocratique par l'ultra-gauche locale, va dans un sens passablement divergent de la logique politique et administrative des missions éducatives et des « universités bolivariennes » du Venezuela. Une des mesures les plus notables du gouvernement de Rafael Correa est une réforme fiscale qui instaure une imposition progressive semblable à celle instituée par divers systèmes européens d'inspiration plus ou moins sociale-démocrate, ce qui constitue une innovation relativement radicale dans le contexte latino-américain. Or, il vaut la peine d'observer qu'en plus de dix ans de « révolution », le gouvernement bolivarien, tout « radical » qu'il soit, a réussi à faire baisser le niveau d'évasion fiscale mais n'a pas altéré la structure injuste et régressive du système de taxation vénézuélien. Pour sa part, le très « modéré » Tabaré Vázquez a mis en œuvre en Uruguay une réforme similaire à celle de l'Équateur qui instaure une plus grande équité face à l'impôt.

Il faut aussi comprendre qu'un vote pour un mandataire censément de gauche, voire « révolutionnaire », n'exprime pas nécessairement une tendance homogène de gauche ou progressiste au sein de l'électorat. Les enquêtes sur l'électorat chaviste, par exemple, démontrent régulièrement que ses membres tendent majoritairement à se percevoir comme de centre, voire de droite pour une partie d'entre eux, et qu'ils ont une image plutôt positive de la propriété privée et assez négative du modèle cubain. Et dans tous ces pays, une confiance relative dans l'économie de marché – et une culture mercantile omniprésente et très dynamique sur le terrain, comme chez les Aymaras boliviens qui votent pourtant pour le MAS « socialiste » par exemple, ou dans une bonne partie des secteurs populaires vénézuéliens qui baignent dans une économie informelle ultra-commerçante et un imaginaire consumériste exacerbé – peut parfaitement coexister avec un fort attachement à un État protecteur des pauvres et une conception du « socialisme » comme forme magnifiée et institutionnalisée de charité chrétienne.

Il faut donc considérablement relativiser le poids des discours et des représentations idéologiques officiels. Seule une analyse minutieuse des trajectoires et des configurations institutionnelles et politiques des diverses forces en présence et, bien entendu,

de leurs rapports réels avec les divers intérêts économiques établis, peuvent permettre d'identifier la « tendance » réelle de tel ou tel gouvernement. Cet amalgame d'intérêts, de trajectoires et de configurations est beaucoup plus significatif que la question un peu idiote de savoir si le président Untel, le ministre Machin ou le député Chose sont « plus proches de Chávez » ou bien ont « plus d'affinités avec Lula ou Bachelet ».

Tout ça demande un travail d'enquête un peu plus exigeant que la simple lecture des communiqués gouvernementaux et des diatribes de la presse militante. Or justement, pour revenir à votre remarque sur « le refus de la complexité », au-delà des préjugés idéologiques des observateurs, il ne faut pas sous-estimer le poids de la simple paresse intellectuelle et journalistique. Essayer de vraiment comprendre ce qui se passe, c'est difficile, c'est fatigant, et ce n'est pas toujours gratifiant pour votre confort mental et vos préjugés, quels qu'ils soient. Diversifier ses sources, penser à des interlocuteurs inattendus (ce sont à peu près toujours les mêmes « autorités » qui sont interviewées, et en cela la presse « alternative » n'est guère plus innovante que les médias dominants), savoir déchiffrer la rhétorique des uns et des autres, mesurer le poids des dynamiques sociologiques informelles par rapport aux discours de barricade et aux façades institutionnelles, cela demande du temps, de la patience et une certaine disponibilité à se laisser surprendre par la réalité qui ne caractérise guère le regard sur l'Amérique latine, pour les raisons que j'ai suggérées en réponse à votre première question.

Vous désignez l'Amérique du Sud comme un parfait « laboratoire » des gauches. Pourquoi une telle effervescence des mouvements progressistes depuis une dizaine d'années ? Est-ce appelé à durer ? Que pensez-vous de cette idée selon laquelle le « Socialisme du XXI^e siècle » aurait pris racine en Amérique du Sud ?

Je parle de laboratoire du point de vue latino-américain. Cela vous surprendra peut-être, mais je ne crois pas que la gauche européenne ait beaucoup à en apprendre, les dynamiques sociologiques et les contextes institutionnels sont trop différents. Ce qui ne veut pas dire que ces expériences ne sont pas dignes d'intérêt, loin de là. Ce qui caractérise les gauches latino-américaines, c'est pour nombre d'entre elles la force des liens qu'elles conservent avec les secteurs populaires et les mouvements sociaux, même si ces relations ne sont pas exemptes de frictions et de contradictions parfois très fortes, et aussi la mise en œuvre

de certaines dynamiques participatives, même s'il ne faut pas en surestimer la portée. En revanche, en ce qui concerne le contenu des politiques publiques, les plus novatrices et les plus efficaces ne sont guère que des adaptations « développementistes » de l'arsenal républicain progressiste ou social-démocrate traditionnel (ce qui peut toutefois représenter un progrès assez radical dans les conditions de l'Amérique latine), avec souvent plus de difficultés d'application qu'en Europe étant donné l'impéritie et la corruption des appareils administratifs locaux.

Mais revenons à votre question. Je ne vais pas trop m'étendre sur les causes de l'ascension de la gauche. Elle s'explique notamment, bien entendu, parce que les promesses des modèles néolibéraux des années 1980 et 1990 en termes de croissance, d'équité, d'inclusion sociale, d'efficacité et d'accessibilité des services privatisés, etc., n'ont pas été tenues, y compris du propre point de vue des critères et des indicateurs économiques et sociaux chers à leurs partisans. On assiste aussi dans presque toutes les sociétés latino-américaines à ce que le sociologue bolivien Álvaro García Linera, avant de devenir vice-président de son pays, décrivait comme une « émergence plébéienne » ayant souvent de fortes connotations ethno- raciales, soit un effritement du colonialisme interne et de l'hégémonie symbolique et politique qu'exerçaient les élites traditionnelles sur la société. C'est un phénomène qui ne profite pas nécessairement à la gauche – de fait, il a jadis favorisé le fujimorisme au Pérou – mais que la gauche a su capter au cours de ces dernières années.

Cela peut-il durer ? C'est certainement un peu plus qu'un épisode éphémère, puisque la plupart des nouveaux mandataires plus ou moins progressistes ont été réélus, ou bien que leurs successeurs désignés ont également été favorisés par les urnes. Cela dit, à moyen terme, on doit prendre en compte l'effet de l'usure du pouvoir et des promesses qui ne seront pas tenues ou mal tenues, et aussi des facteurs structurels de fragilité comme la persistance, voire le renforcement, du modèle primo-exportateur et rentier (dépendance excessive du revenu national à l'égard des matières premières), ou encore le déchaînement de l'insécurité et de la violence urbaine, qui affecte d'abord les pauvres et les rend sensibles à certains discours sécuritaires réactionnaires. Ensuite, il y a la fragilité et la volatilité des identifications idéologiques. Un exemple : au Brésil, tous les électeurs « lulistes » sont loin d'être « pétistes » (adeptes du PT), et malgré l'immense popularité de Lula et les indicateurs économiques et sociaux assez favorables de son gouvernement, il n'est pas exclu qu'une

majorité de Brésiliens, y compris une fraction importante des couches populaires, votent pour le candidat d'opposition José Serra (PSDB, centre-droit) fin 2010.

Quant au socialisme, franchement, j'ai pu suivre de très près certains des « débats » sur le « socialisme du XXI^e siècle » au Venezuela et en Équateur, et j'ai été frappé par le caractère vague, incantatoire, purement émotionnel ou abstrait, et parfois tout simplement délirant, des discours qui circulent à ce sujet. Sur le plan pratique, dans aucune des expériences plus ou moins progressistes en cours, j'insiste, dans aucune d'entre elles, on n'observe des transformations durables de la structure économique et sociale qui arrivent au niveau de celles mises en œuvre par les travaillistes britanniques dans leur pays en 1945, par exemple. Par ailleurs, les partisans du « socialisme du XXI^e siècle » eux-mêmes reconnaissent que tout ça n'est pas très clair. Lors d'une réunion officielle d'intellectuels sympathisants de Hugo Chávez organisé par le Centre international Miranda—un organisme de réflexion et de formation financé par le gouvernement bolivarien—en juin 2009, les participants signalaient ainsi que « le fait de ne pas le définir [le socialisme du XXI^e siècle] a un avantage qui implique que l'on n'est pas en train de répéter des modèles mais d'autre part, cela démontre aussi un manque de caractère concret qui le maintient dans un trop grand flou. [...] Où sont les documents théoriques de la révolution bolivarienne ? Où sont les différentes sensibilités idéologiques ? C'est un problème terrible ». Et de s'interroger sur le peu de réalité de « la construction d'un nouveau modèle économique productif qui assure une véritable transition au socialisme », sur les risques grandissants de la « logique rentière », du « centralisme », du « militarisme », du « clientélisme partidiste », de la « corruption et de l'inefficience », mais aussi sur le déficit démocratique au sein du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), sur la confusion du Parti et de l'État et sur le phénomène de l'« hiperliderazgo » de Chávez—qu'on pourrait traduire comme « l'hyperdirigisme du leader »—et les dangers d'un « césarisme progressiste » qui « infantilise la société ». Comme on pouvait s'y attendre, ces braves gens se sont aussitôt fait vertement réprimander par le « commandant en chef », qui leur a rétorqué que « baisser le profil de son leadership était justement ce que voulait l'ennemi » et a mis en doute leur statut d'intellectuels révolutionnaires, non sans ajouter qu'« il y a beaucoup de gens qui se prétendent chavistes et en réalité ne le sont pas ». À bon entendeur, salut.

Venons-en à Hugo Chávez, justement. Dans votre livre, vous refusez de tomber dans le manichéisme. Vous repoussez les accusations de dictature tout en démontrant que la «révolution» bolivarienne n'a finalement pas grand-chose de révolutionnaire.

Bon, d'abord il faut savoir que ce que je raconte sur le Venezuela ne me fait pas que des amis. Les antichavistes sont souverainement agacés par mon refus de faire de Chávez l'incarnation suprême du mal ou par mes sarcasmes sur le prétendu «totalitarisme» du régime bolivarien et la paranoïa classiste et raciste de tout un secteur de l'opposition vénézuélienne. Les philo-chavistes, pour leur part, sont indignés parce que, selon eux, je tiendrais exactement «le même discours que la presse d'opposition putschiste». Certains pauvres plunitifs stalino-bolivariens se sont même gentiment employés à essayer—sans trop de succès—de faire censurer mes propos sur le Venezuela dans tel ou tel forum. Notez que ma position n'est pas non plus celle de je ne sais quel «juste milieu», parce que j'ai horreur du «juste milieu». Paradoxalement, je pense en fait qu'il y a des éléments de vérité dans certaines positions extrêmes tant des chavistes que des antichavistes. Je ne sais pas si vous connaissez cette blague soviétique du temps de la perestroïka, mais elle exprime assez bien, par analogie, l'esprit de la chose. Deux bureaucrates du parti se rencontrent et le premier dit au second: «Tu sais Ivan, j'ai deux très mauvaises nouvelles.» «Raconte, Boris.» «Eh bien la première, c'est qu'il paraît que toutes les merveilles qu'on nous a racontées sur le socialisme étaient fausses.» «Mince alors, rétorque Ivan, et la deuxième?» «Oh, la deuxième, elle est peut-être encore pire: toutes les horreurs qu'on nous a racontées sur le capitalisme étaient vraies.»

Alors vu que ce que je raconte sur le Venezuela est souvent très controversé, je vais me livrer à un petit exercice divertissant en vous citant des propos qui viennent du camp bolivarien, et de sources médiatiques insoupçonnables d'un point de vue philo-chaviste. Voilà ce que déclarait un militant chaviste de base sur le site bolivarien Aporrea après la défaite du gouvernement lors du référendum sur la réforme constitutionnel en décembre 2007: «Au lieu d'expliquer et d'ouvrir le débat sur quelque chose d'aussi important, on a choisi d'imposer la réforme, d'obliger les gens à dire oui aveuglément; [...] on les a obligés à participer à des manifestations officielles, on a mis en œuvre un prosélytisme grossier, on les a forcés à voter tous les amendements en bloc et on a satanisé tout ceux qui ont osé soulever la moindre objection au cours des fausses discussions qui ont été organisées par les autorités. [...] Voilà le résultat: on se retrouve maintenant avec

plus de trois millions de “traîtres” (NdA: les électeurs chavistes qui se sont abstenus) qui n’étaient pas nécessairement en désaccord avec le projet de réforme en soi, mais qui se sont fait l’écho de toute une série de désillusions et de désespoirs [...]. Il y a une espèce de ras-le-bol, de fatigue, d’écœurement. [...] Ce qu’il y a eu, c’est une sorte de vote sanction contre ce chavisme vain, sans principes, débordant de mots d’ordre creux, arrogant, entêté, bureaucratique, qui s’est enkysté dans les entrailles de l’État [...]. Et si on veut vraiment savoir ce qui s’est passé [...] on pourrait continuer à énumérer les causes: la décadence d’une nouvelle classe bureaucratique puissante et opulente, le bavardage patriotard et belliqueux artificiel, la diabolisation de la critique, l’inefficience des organismes publics, le fossé existant entre le citoyen de base et ses représentants, les appels à l’obéissance en lieu et place du débat, la rhétorique grandiloquente et superficielle, l’incapacité manifestée par l’État de combattre le pouvoir parallèle de la délinquance sous toutes ses formes, le veto médiatique contre la pensée critique, l’habitude de fuir ses responsabilités en cherchant des coupables extérieurs, et un interminable et cetera [...] ²»

Par expérience, je peux vous dire que c’est là une excellente description du chavisme vécu au quotidien, et que ça n’a pas changé depuis 2007, bien au contraire. Dans les semaines qui ont suivi la défaite, il y a eu des centaines, voire des milliers de cris du cœur de ce genre dans toute une série de forums publics liés au mouvement bolivarien. Après quoi, le leader et l’appareil ont mis le holà à ces débordements à travers un mélange d’autocritiques rhétoriques, sans conséquences pratiques, et de rappels musclés à la discipline révolutionnaire. Maintenant, si on veut un diagnostic moins viscéral et plus structurel, tournons-nous vers ce qu’en dit une autre source insoupçonnable, Roberto Viciano Pastor, un juriste progressiste espagnol proche de Izquierda Unida qui connaît très bien le processus vénézuélien, auquel il a prêté ses services, et qui a également participé au processus d’élaboration des nouvelles constitutions équatorienne et bolivienne. Dans un article publié en décembre 2008 par le quinzomadaire alternatif espagnol *Diagonal*³, Pastor met en lumière cinq menaces centrales. En premier lieu, les profondes carences administratives de

² Luis Ángel Barreto, «No más arrogancias. Miremos hacia adentro, por favor», 6-12-2007, article disponible (en espagnol).

³ Roberto Viciano Pastor, «Venezuela y sus contradicciones», *Diagonal*, n. 91, 11-12-2008.

la «révolution», qui selon lui mettent radicalement en danger la fonctionnalité et la continuité des programmes sociaux les plus vantés par le gouvernement, notamment en matière de santé et d'éducation. En deuxième lieu, le niveau scandaleux de corruption, qui mine la légitimité du régime. En troisième lieu, l'essor vertigineux de la délinquance et de l'insécurité, qui trahit la persistance de graves problèmes sociaux et dont les premières victimes sont les pauvres. Enfin, le juriste espagnol dénonce «l'incapacité du gouvernement à dépasser la dépendance à l'égard du pétrole». À quoi il ajoute : «Le pari en faveur d'une économie alternative passant par le soutien aux entreprises de taille moyenne de l'industrie nationale et la tentative de créer un vaste réseau de coopératives de production et de services a échoué de façon spectaculaire, donnant lieu au gaspillage de centaines de millions de dollars parce que les autorités n'ont pas lié la distribution des fonds destinés aux nouvelles coopératives à un plan de viabilité des nouvelles entités financées. Résultat, au bout d'un certain temps, l'immense majorité des coopératives se dissolvent ou ne fonctionnent plus.» La cinquième et dernière menace soulignée par Pastor, c'est celle du «désenchantement» : «Ce qui est grave, c'est la frustration des espérances d'un peuple qui a parié pour le changement. Et cette frustration risque d'entraîner la délégitimation sociale de toute idée de changement pour au moins une génération. Et ce pas seulement dans le pays affecté directement. La globalisation de l'espérance qu'a représentée pour beaucoup de gens la révolution vénézuélienne risque de se transformer en globalisation du désenchantement.» Après des années d'enquête et de suivi du processus vénézuélien, je peux témoigner que tout cela est malheureusement vrai, et parfois même en dessous de la vérité. Et tous les observateurs honnêtes ayant passé un minimum de temps au Venezuela ailleurs que dans les agapes officielles offertes aux intellectuels «amis du processus» ou les visites guidées des villages Potemkine du régime vous diront la même chose.

Mais Chávez reste-t-il encore très populaire auprès de la population vénézuélienne? Quels sont les prochains défis qu'il va devoir relever?

D'abord, il faut savoir que si Chávez continue à gagner les élections, il n'exprime nullement les vœux de la «majorité» des Vénézuéliens : il ne représente en fait aujourd'hui qu'environ un tiers de l'électorat, soit 6 millions sur 16,8 millions d'électeurs (le score maximum de Chávez étant les 7 millions 300 000 voix engrangées lors de l'élection présidentielle de décembre 2006).

De son côté, le score de l'opposition tourne autour de 5 millions de voix et augmente lentement mais sûrement à chaque scrutin depuis deux ans. Au prix d'un volontarisme spectaculaire et sans ménager les ressources de l'État, le « commandant en chef » a réussi à remobiliser une partie des abstentionnistes de décembre 2007 pour faire enfin passer sa réforme constitutionnelle en février 2009, mais le nombre de « Non » à la réforme a en réalité légèrement augmenté. Même s'il faut bien entendu prendre tous les sondages, quelle que soit leur provenance, avec des pincettes, les enquêtes d'opinion les plus sérieuses – soit celles effectuées par les instituts dont les pronostics électoraux se sont généralement vérifiés et que le gouvernement lui-même n'a pas répugné à citer par le passé – confirment au cours de ces derniers mois une nette érosion de la crédibilité du régime bolivarien et de l'évaluation positive de ses politiques. Il s'agit d'ailleurs d'un phénomène qui affecte aussi fortement les milieux populaires. On l'a vu avec la perte de certains bastions plébéiens du chavisme aux élections municipales et régionales de novembre 2008, comme la mythique zone de Petare, à l'est de Caracas, même si le président continue à bénéficier d'une base de soutien et d'identification émotionnelle importante dans ces secteurs.

Quant aux défis que Chávez affronte, ils sont en gros ceux identifiés par les critiques que j'ai cités précédemment. À quoi il faut ajouter depuis au moins fin 2008 la détérioration notable de la situation économique, le ralentissement spectaculaire de la croissance, le rendement décroissant des programmes sociaux, la montée des conflits du travail, les problèmes créés par la surévaluation du bolivar et l'orgie d'importations, le déclin constant du secteur productif non pétrolier et le grave déficit de gestion et de productivité de la compagnie nationale PDVSA, vaisseau amiral et poule aux œufs d'or de l'État vénézuélien. Enfin, le Venezuela souffre d'une inflation à deux chiffres – la plus élevée du continent, puisque le gouvernement lui-même prévoit qu'elle atteindra au moins 26 % pour l'année 2009 – qui grignote les réels mais fragiles progrès accomplis aux cours des dernières années en matière de redistribution de revenu. Bref, mon impression générale, c'est que s'il est vrai que le régime de Chávez a stimulé une espèce d'empowerment symbolique des secteurs marginalisés, politisé la question sociale et mis en œuvre des transferts massifs (et pas toujours très efficaces) de revenus pétroliers, sur le fond il semble bien que la « révolution bolivarienne » se soit limitée à passer une couche de peinture rouge sur le modèle de capitalisme d'État rentier, gaspilleur et clientéliste-parasitaire typique du « Venezuela saoudite » pendant

ses phases de prospérité. Et cette couche de peinture est en train de s'écailler de façon de plus en plus voyante.

Alors attention, exposer les graves déficiences du régime bolivarien ne revient nullement à valider les délires de certains sur la «dictature» de Chávez ou à exiger son renversement. Hugo Chávez est le président légitimement élu du Venezuela et, en termes diplomatiques, toute forme de déstabilisation organisée du gouvernement vénézuélien par la «communauté internationale» à la demande de Washington et sous prétexte de déficits démocratiques réels (il y en a) ou imaginaires (il y en a aussi) serait une monstrueuse hypocrisie. Car on ne verra jamais aux États-Unis ou en Europe ce même genre de campagne politico-médiatique systématique et soutenue contre le gouvernement du président égyptien Moubarak, par exemple, un régime à façade pseudo-démocratique qui, pour le coup, est cent fois plus autoritaire et répressif—sauf qu'il s'agit bien entendu d'un allié docile et discret de l'Occident. Je ne suis pas non plus en train de dire que Chávez est «fini». Le leader vénézuélien est un formidable animal politique, il a du temps devant lui et plus d'un tour dans son sac, sans compter qu'il dispose évidemment de ressources énergétiques et financières exceptionnelles. Il a lui même avoué publiquement, et avec une candeur hallucinante, qu'il était tout à fait conscient en 2003 qu'il allait perdre le référendum révocatoire réclamé par l'opposition (et qui fut finalement convoqué en août 2004) et que, sur les conseils et avec l'aide de Fidel Castro, il avait mis le paquet pour retourner la situation grâce au lancement des fameuses «missions» bolivariennes⁴. Par ailleurs, son parti est celui qui a le plus fort taux de pénétration au sein des masses populaires, tandis que l'opposition est divisée, généralement médiocre et dénuée d'idées porteuses et de personnalités charismatiques crédibles. Simplement, ce que je veux dire, c'est que la révolution bolivarienne ne fait plus trop rêver, ni au Venezuela ni ailleurs, qu'il y a d'excellentes raisons à ce désenchantement et qu'on

⁴ Je cite cette confession assez stupéfiante aux pages 111 et 112 de mon livre. Un extrait : «On est venu me dire : “Président, si le référendum avait lieu aujourd'hui, vous perdriez.” Ça a fait sur moi l'effet d'une bombe... C'est à ce moment-là que nous avons commencé à travailler avec les missions, nous avons conçu la première et j'ai demandé son aide à Fidel. Je lui ai dit : “Écoute, j'ai une idée, attaquer par en bas de toutes nos forces.” »

a là les prémisses d'une crise de légitimité dont les premiers symptômes sont déjà manifestes depuis au moins fin 2007.

Le problème c'est qu'effectivement, entre les dénonciations libérales hystériques de la menace «totalitaire» chaviste dans la presse dominante et les fables enchantées sur la huitième merveille autogestionnaire du monde qu'on rencontre dans certains médias de gauche ou alternatifs, vous aurez du mal à trouver des analyses sérieuses et informées de ce processus complexe. Pour conclure sur ce point, je voudrais aussi ajouter une chose. S'il est vrai qu'on aimerait bien entendre les obsédés de l'antichavisme dépenser autant de bile contre certains satrapes amis de l'Occident et nettement plus antidémocratiques que Chávez, il faut bien dire que la mauvaise foi géopolitique et le regard hémiplégique ne sont nullement le monopole de la droite ou de la gauche molle sociale-libérale. Un exemple : j'imagine que les inconditionnels français de Chávez trouvent, comme beaucoup de gens, que la nomination du fils de Sarkozy à la tête de l'EPAD est pathétique et répugnante (elle l'est); mais je me demande pourquoi ils gardent silence sur les exploits du père de Chávez, un instituteur démocrate-chrétien qui n'est pas plus «socialiste» que mon arrière-grand-père (un sympathique gendarme à cheval, paix à son âme...) et a été pendant dix ans – 1998-2008 – gouverneur de l'État de Barinas, qu'il s'est employé gaillardement à mettre en coupe réglée avec tout le reste de sa petite famille ⁵. Je suppose que tout ça est excusable parce que c'est au nom de la «révolution». On pourrait citer des dizaines d'exemples de ce genre de pantalonnades «bolivariennes». Je ne sais pas non plus ce que penseraient les syndicalistes de lutte français d'un gouvernement bolivarien qui favorise la flexibilisation du travail à travers une inflation de «coopératives» largement factices ou sous perfusion, se refuse à répondre aux demandes de renégociation de plusieurs dizaines de conventions collectives de travailleurs du secteur public, et dont le chef menace ouvertement les ouvriers

⁵ L'État de Barinas est la terre natale de Hugo Chávez, au sud-ouest du pays. Quatre des cinq frères du président, Argenis, Aníbal, Adleis et Narciso, occupaient également pendant cette même période des postes clés dans l'administration ou l'économie locales. Quant au cinquième frère Adán, ex-ministre de l'Éducation, il a succédé à son père au poste de gouverneur suite à sa nomination fort opportune comme candidat local du PSUV.

des entreprises d'État mobilisés pour leurs revendications de leur lancer aux trousseaux la police politique du régime ⁶.

La vérité, c'est que s'ils avaient à les vivre dans leur propre pays au jour le jour, la plupart des thuriféraires français ou européens de Chávez ne supporteraient pas plus de deux ou trois mois l'écrasante ubiquité politico-médiatique et la logorrhée parfois pittoresque mais bien souvent ignare et insultante du « commandant en chef ». L'histrionisme et le caporalisme narcissiques du leader suprême seraient certainement perçus de ce côté de l'Atlantique par la base de la « gauche de la gauche » comme tout à la fois clairement autoritaires et de fort mauvais goût ; mais sans doute d'aucuns estiment-ils que tout cela est parfaitement supportable par ces braves habitants du tiers-monde, qui ne sont pas comme nous, n'est-ce pas ? C'est vrai, quoi, eux ils font la « révolution », et nous on s'ennuie ferme dans la Sarkozie et le NPA n'arrive même pas à vraiment décoller pour nous consoler. Alors voilà ce que j'ai envie de dire à tous les bolivariens par procuration de France et de Navarre, qui sont certainement au fond des gens fort bien intentionnés : « révolution », que de fantasmes exotiques compensatoires et d'hypocrisie idéologique on laisse se déployer en ton nom !

Passons au pays de Lula qui, de manière globale, semble hausser le ton sur la scène régionale comme mondiale. Le Brésil cherche-t-il à se positionner comme la puissance dominante du continent ? Est-il en concurrence de « leadership » politique avec le Venezuela, voire l'Argentine ou le Chili ?

La montée en puissance du Brésil n'est pas nouvelle, mais ce qui est nouveau c'est qu'au cours des derniers mois, elle s'est affichée de façon assez voyante, alors que ce qui caractérise d'habitude la diplomatie brésilienne est plutôt une certaine discrétion. Cette visibilité est bien entendu liée à l'accélération du calendrier diplomatique, avec une conjoncture assez dense et critique (crise internationale, consolidation du G 20, bases colombiennes, Honduras, etc.). Mais je crois aussi que si Brasília se permet de s'affirmer avec tant de force sur la scène internationale, c'est en raison d'un sentiment de confiance lié à la situation intérieure. Jusqu'à il y a à peine quelques mois, le choc de la

⁶ « Les propos du président Chávez sont une déclaration de guerre contre les travailleurs », s'indignait ainsi en mars 2009 Orlando Chirino, vieux combattant du syndicalisme de lutte de classes au Venezuela et animateur de l'Union nationale des Travailleurs (UNT).

crise économique et financière internationale laissait redouter le pire pour le pays de Lula. De fait, le quatrième trimestre 2008 avait mis un sérieux coup d'arrêt à une croissance qui flirtait avec les 6%. En trois mois, l'activité avait chuté de près de 4% et provoqué une hausse brutale du chômage. Mais un an plus tard, les indicateurs sont au beau fixe et le Brésil paraît avoir dompté la crise grâce à une série de facteurs externes, comme la relative rapidité de la reprise chinoise, mais aussi grâce à la solidité des paramètres internes, le dynamisme de son marché intérieur, la mise en œuvre de mesures contra-cycliques adéquates et le renforcement de la politique sociale. Avec 1,5 million de postes de travail créés en 2009, non seulement il est prévu que le déficit d'emplois accumulé fin 2008 soit entièrement comblé, mais tous les secteurs de l'économie, de l'industrie aux services sont en train de corriger leurs prévisions à la hausse et le pays anticipe une croissance de 5% pour 2010. Sans compter la découverte récente d'immenses réserves maritimes de pétrole dans les eaux territoriales brésiliennes (on les estime entre 60 et 100 milliards de barils, soit au moins près de six fois le montant des réserves antérieures).

Bien entendu, non seulement le Brésil reste encore un pays marqué par de très profondes inégalités et par un taux de violence urbaine inquiétant, mais certaines caractéristiques structurelles de son économie, comme la dépendance excessive à l'égard d'un secteur agro-exportateur hautement concentré et capitalistique – une dépendance dont le Mouvement des Paysans sans Terre critique vigoureusement la logique et les conséquences sociales –, sont porteurs de menaces et de déséquilibres graves. Cela dit, les progrès réalisés en huit ans de mandat de Lula restent notables. Des programmes sociaux comme la fameuse «Bolsa Família», mais aussi des mesures d'amélioration des infrastructures économiques et sociales moins connues à l'étranger comme le Programme d'Accélération de la Croissance (PAC) ou le plan Territórios da Cidadania (Territoires de la Citoyenneté), ont eu un impact très important dans le niveau et la qualité de vie de dizaines de millions de Brésiliens. Outre la très forte identification sociale et émotionnelle qui existe entre le président métallo et les couches populaires, cela explique que Lula soit aujourd'hui de loin le chef d'État le plus aimé du continent sud-américain : entre 70% et 84% d'indice de popularité selon les enquêtes.

Alors oui, le Brésil se permet de «hausser le ton». Cela se manifeste sur le plan économique, avec des mesures de représailles commerciales contre les États-Unis, à qui Brasilia

reproche la concurrence déloyale que constituent les subventions (illégales d'après les règles de l'OMC) versées à leur secteur agricole cotonnier. En août dernier, les Brésiliens ont annoncé qu'ils entendaient autoriser leurs entreprises pharmaceutiques à contourner les brevets américains et à produire des médicaments génériques moins coûteux. Il faut dire qu'en mars 2009, la Chine a pour la première fois remplacé les États-Unis comme premier partenaire commercial du Brésil et que des contrats majeurs ont été signés récemment entre les deux pays (avec la Banque nationale de Développement social brésilienne [BNDES], avec la compagnie pétrolière nationale Petrobras, etc.). Ce qui aide probablement au moment d'affronter – poliment mais fermement – telle ou telle orientation de Washington.

Ce ton plus ferme se manifeste aussi sur le plan géopolitique et militaire. Lors de la réunion de l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) à Bariloche, fin août 2009, Brasilia a exprimé de façon assez vigoureuse son extrême irritation face à l'annonce par la Colombie de l'installation des sept bases américaines sur son territoire. De fait, à Bariloche, selon les témoins, c'est Chávez qui fournissait le spectacle, comme d'habitude, mais c'est le Brésil qui rédigeait et contrôlait un scénario peu encourageant pour Bogotá et Washington. Une semaine plus tard, Brasilia signait avec la France le contrat d'armement le plus important de son histoire : 36 avions de chasse Rafale (près d'un quart de sa flotte actuelle) et, en perspective, sous-marins, frégates, hélicoptères, missiles, etc. Bien entendu, ce contrat n'est pas tombé du ciel : il est l'aboutissement de plusieurs années de dures négociations où le Brésil a exigé, et obtenu, que Paris ne mette aucune limite aux transferts de technologie, collabore dans la construction d'une usine de fabrication de Rafale brésiliens, concède à Brasilia le droit de les commercialiser en Amérique latine et s'engage à acheter les avions de transport militaire KC-390 produits par la firme Embraer (Entreprise brésilienne d'Aéronautique). Les Brésiliens se sont aussitôt fait un plaisir d'insister sur le fait que, malgré leurs intentions totalement pacifiques, il était temps pour leur pays de se faire respecter, en allusion directe et transparente au contentieux avec la Colombie et son parrain étatsunien. Et la position de Brasilia à propos du Honduras est assez nette – elle s'est manifestée sans ambiguïtés dans l'intervention de Lula à l'Assemblée générale des Nations Unies – et vise clairement à forcer la main à Washington.

Plus globalement, à l'occasion de la visite de Sarkozy à Brasilia, le ministre des Affaires étrangères Celso Amorim a expliqué que son pays partageait avec la France des « intérêts

similaires au niveau de la géopolitique mondiale », dont la « vocation de défendre le multilatéralisme ». Quant à l'alliance trilatérale Sud-Sud avec l'Inde et l'Afrique du Sud (dite IBSA), elle répond, toujours selon Amorim, à une « affinité de conditions économiques et de valeurs » entre « trois grandes démocraties multiculturelles » qui souhaitent rompre « les paradigmes traditionnels de la politique internationale ». Y a-t-il par ailleurs concurrence de leadership dans le cadre latino-américain lui-même ? Le Chili, obnubilé par son développement économique et plutôt tourné vers le Pacifique et les États-Unis, est un pays de seulement 17 millions d'habitants qui n'a aucune prétention de ce côté-là. L'Argentine en a près de 40 millions, mais elle est considérablement affaiblie et partiellement désindustrialisée depuis la crise du tournant du siècle et se résigne à contrecœur à ne plus guère nourrir d'ambitions internationales substantielles. Et franchement, entre le Venezuela, pays mono-producteur de 26 millions d'habitants, et le géant brésilien (186 millions d'habitants, neuvième économie mondiale), qui représente la moitié de la population et du PIB de l'Amérique du Sud et fabrique des avions et des ordinateurs, il n'y a pas photo – et ce quel que soit le degré d'agitation de Chávez sur la scène internationale. De toute façon, vous savez, politiquement, Chávez a besoin de Lula, qui a contribué à lui sauver la mise en l'approvisionnant pendant la grève pétrolière de 2002-2003 et joue un peu le rôle d'« amortisseur » – dans les deux sens – entre Caracas et Washington. Lula, pour sa part, n'a nullement besoin de Chávez.

Deuxième partie (28 octobre 2009):

L'inverse symétrique d'un cliché peut aussi être un cliché

Une des grandes spécificités des gauches sud-américaines tient à la prise en compte des revendications des minorités indigènes. La Bolivie et l'Équateur semblent de très bons exemples de cette évolution. Pourquoi a-t-il fallu tant de temps pour que s'amorce cette légitime reconnaissance de leurs droits ? Le chemin est-il encore long ?

Pourquoi tant de temps ? D'abord, sans tomber dans la formule mythique des « cinq cents ans de résistance » (la réalité historique est un peu plus compliquée que ça), les révoltes et

les rébellions n'ont pas manqué, tant à l'époque coloniale que depuis les indépendances. Cela dit, elles étaient généralement très localisées et sans grandes perspectives stratégiques. Quant à la résistance au jour le jour, elle a toujours existé, mais s'accompagnait aussi de stratégies complexes d'adaptation. Il y a toute une série de facteurs qui peuvent expliquer la montée des revendications et des organisations indigènes dans un certain nombre de pays à partir des années 1980 et 1990. Il ne faut toutefois jamais oublier que l'indianité « sociale » plus ou moins stigmatisée ne se traduit pas nécessairement par une indianité « politique » assumée, que l'habit ne fait pas le moine, que le vêtement, la langue et les coutumes « traditionnels » (et il s'agit fréquemment de « traditions » relativement récentes, hybrides ou réinventées) ne font pas nécessairement un Indien conscient et militant et que les revendications « culturelles » ou « identitaires » ont souvent un caractère instrumental lié aux luttes pour les ressources matérielles et aux « structures d'opportunités » politiques promues par l'État et les organismes internationaux. Parmi les facteurs du « réveil indien », on peut donc citer : l'effet des réformes agraires qui ont été mises en œuvre – selon les pays – entre les années 1950 et 1970 et qui, malgré leurs énormes déficiences, ont desserré l'emprise des grands propriétaires terriens traditionnels sur les populations indigènes (elles ont de fait eu souvent plus d'effets politiques que de conséquences économiques pour ces populations) ; l'émergence des premières générations de professionnels et d'intellectuels indigènes ; le rôle des mouvements ecclésiastiques progressistes ; la fin des dictatures militaires et des formes de gouvernance les plus brutalement répressives, ainsi que les politiques de décentralisation et de démocratisation des pouvoirs locaux. Tout cela a coïncidé de façon remarquable avec les prémices et les suites de la célébration des cinq cents ans de la « découverte » de l'Amérique en 1992, évènement doté d'une forte répercussion symbolique et politique. Quant aux gauches locales, il faut bien dire qu'elles ont souvent et longtemps participé aux discours et aux pratiques racistes ou paternalistes du monde blanc et métis et qu'elles ont parfois eu beaucoup de mal à évoluer sur la question. Enfin, l'émergence indienne a aussi été favorisée dans les années 1990 par un certain « multiculturalisme néolibéral » (notamment en Bolivie) et par la stratégie de « développement avec identité » encouragée par des organismes comme le PNUD, la Banque mondiale et la myriade d'ONG qui travaillent en fonction des mêmes paramètres.

La situation de l'Équateur est aujourd'hui assez différente de celle de la Bolivie. D'abord, la population indienne y est

effectivement minoritaire, entre 7% minimum et 15% maximum, selon les recensements et investigations les plus fiables, qui posent de toute façon toutes sortes de problèmes méthodologiques: seuls les Européens romantiques et les amateurs de «bons sauvages» – mais aussi les racistes vulgaires – croient qu'il est facile de définir ce qu'est au juste un Indien, voire évident de s'auto-définir comme tel. Ensuite, si la mobilisation indigène a joué en Équateur un rôle politique et social très important dans les années 1990 et au début du nouveau millénaire, on constate depuis un déclin relatif dont les raisons seraient trop longues à expliquer ici, mais qui se reflète dans le mélange de cooptation subalterne et de tension irrésolue qui caractérise le rapport entre le mouvement indigène équatorien et le gouvernement de gauche du président Rafael Correa, avec son imaginaire très jacobin, centraliste et «développementiste».

En Bolivie, on a des discours politiques indigènes superficiellement similaires mais une tout autre configuration des forces en présence. D'abord, ce sont 62% des Boliviens qui déclarent être quechuas, aymaras, guaranis ou autres. En même temps, les Aymaras et les Quechuas auto-déclarés – lors du recensement de 2001 – sont plus nombreux d'un tiers que les Boliviens qui affirment savoir parler ces deux langues; et lorsqu'on leur propose la catégorie «métis», par exemple, 69% des «Quechuas» s'y classent spontanément. Contradiction? Pas vraiment. Paradoxe? Peut-être, mais un paradoxe plein d'enseignements qui a aussi ses équivalents dans la sphère du politique. Ainsi, l'indianisme affiché d'Evo Morales (invocation des ancêtres, de la Pachamama, etc.) a souvent un aspect passablement «décoratif» de discours pour la galerie – la galerie internationale en particulier. Il ne reflète guère la politique réelle de son gouvernement, caractérisée comme en Équateur par de profonds réflexes «national-développementistes», avec y compris un discours modernisateur et industrialisant très marqué, même si parfois un peu irréaliste. Il y a certes aussi un aspect «émotionnel-identitaire» beaucoup plus profond – et certainement positif – dans cette revendication de la Bolivie indienne, mais cela relève plutôt d'une espèce d'ethnisation symbolique et partielle du nationalisme populaire bolivien, avec des frontières assez floues et poreuses entre indianité, métissage, identité plébéienne et «bolivianité».

Que faut-il en conclure? Outre la reconnaissance officielle d'un certain nombre de droits culturels et collectifs, il y a bien en Bolivie une décolonisation de fait de l'imaginaire, au sens entre autres où les gens ont heureusement de moins en moins honte

d'être ce qu'ils sont (et ils sont souvent beaucoup de choses à la fois). Mais le discours de l'ethno-fondamentalisme puriste ou de la « contre-modernité » post-coloniale sont surtout le fait d'intellectuels aymaras urbains et de leurs alliés universitaires. Ces derniers font certes parler d'eux à l'occasion et entretiennent parfois des liens avec tel ou tel secteur du pouvoir, surtout au niveau de l'occupation de certains postes administratifs de second plan, mais ils n'ont guère d'influence pratique sur les dynamiques sociales de fond. Car ces dynamiques de fond obéissent à de tout autres critères que ceux des discours politiquement et ethniquement correct. Il faut comprendre que si l'on a bien connu historiquement en Amérique latine une version « blanchissante » et raciste du métissage et de l'occidentalisation imaginaire, visant clairement à oblitérer l'Indien et le Noir, il existe aussi un « usage indien » et subalterne très pragmatique du métissage culturel et de la modernisation/occidentalisation, usage qui reste difficilement déchiffrable pour les défenseurs d'une identité ethnique univoque et agressivement militante. Je ne peux pas m'étendre sur tout cela et j'essaie de donner pas mal d'exemples concrets dans le chapitre 4 de mon bouquin, mais disons qu'on a un paysage très mouvant au sein duquel luttent contre l'exclusion sociale, luttent pour la reconnaissance identitaire et stratégies d'assimilation autonomes et *sui generis* (je sais que le mot « assimilation » fera hurler certains, mais c'est pourtant bien de cela qu'il s'agit aussi) s'entrecroisent et se mélangent de façon souvent paradoxale et inattendue, et dans des proportions assez différentes selon les pays et les contextes.

La révolution cubaine reste un des grands référents des gauches sud-américaines. Morales et Chávez, par exemple, s'en sont souvent explicitement réclamés. La disparition annoncée (et déjà amorcée) de Fidel Castro va-t-elle fondamentalement changer les équilibres stratégiques dans la région ?

Cuba est un référent plus sentimental et symbolique que réel. À part certaines campagnes médicales et d'alphabétisation qui n'affectent guère le cœur des systèmes de santé et d'éducation des pays concernés, il n'y a pas une seule politique publique menée par les nouveaux gouvernements de gauche qui soit inspirée du régime des frères Castro. D'ailleurs, Cuba n'encourage nullement ses « amis » à l'imiter, bien au contraire : le message « ne faites pas comme nous » est quasi explicite dans les échanges d'idées bilatéraux entre La Havane et ses nouveaux alliés. Ce qui se passe, c'est que la révolution cubaine est un mythe politique fondateur pour une bonne partie de la génération aujourd'hui

au pouvoir, et aussi un vecteur de cristallisation du contentieux historique entre l'Amérique latine et le grand voisin du nord. Alors dans certains pays gouvernés par la gauche et à certaines occasions rituelles, vous entendrez parler à satiété de l'immense « dignité » du peuple cubain, de sa « résistance indomptable » à l'empire, de l'« exemple sacré » du Che, etc. Mais à Cuba même, la réalité sur le terrain est beaucoup plus prosaïque et assez peu enthousiasmante. Le fait que le système de planification centralisée soit un échec retentissant, que l'économie de l'île soit dysfonctionnelle, que l'agriculture soit sinistrée, que la population soit à bout de forces, sont autant d'idées aujourd'hui admises presque ouvertement à La Havane, même chez les dirigeants. Bien entendu, vous n'entendrez guère parler de tout cela, ni avec cette franchise, dans les cercles d'intellectuels proches du pouvoir à Caracas, Quito, La Paz ou même Brasilia, parce que les gens qui peuplent ces cercles n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe vraiment dans l'île, ni même de ce qui se mijote dans les rangs du parti et de la bureaucratie castristes. Ou alors, quand ils en ont des échos, à l'occasion de voyages non superficiels ou par les récits de diplomates amis, ils se refusent prudemment à rendre publiques leurs déprimantes découvertes : « Il ne faut pas faire le jeu de l'ennemi. » En attendant, à La Havane, le quotidien officiel *Granma* vient de justifier la suppression drastique de toute une série de subsides et services sociaux gratuits en expliquant qu'il s'agissait d'« ouvrir la porte à la rationalité et à l'épargne »⁷. Faut-il comprendre que le système antérieur était l'expression de l'irrationalité et du gaspillage ? C'est quand même un aveu terrible. Donc, avec toute une série de bémols, de tergiversations et de retards à l'allumage, il est clair que la « vietnamisation » de l'économie et l'introduction d'une ample gamme de mécanismes de marché sont d'ores et déjà à l'œuvre. Certes, le monopole dictatorial du Parti reste tabou, du moins dans le discours officiel, qui semble en revanche accepter, même si c'est parfois à contrecœur, la libéralisation « culturelle » du pays (il y a en fait une bataille ouverte sur la question au sein du pouvoir). On voit pointer aussi une reconnaissance timide de la nécessité de « débureaucratiser » les relations entre le régime et la population.

Outre ces graves problèmes structurels, Cuba est aujourd'hui en train de traverser une très mauvaise passe due à une série de

⁷ <http://www.granma.cubaweb.cu/2009/09/25/nacional/artic03.html>

facteurs conjoncturels : graves dégâts provoqués par une série de cyclones tropicaux, hausse du prix des matières premières et, bien sûr, répercussions de la crise mondiale. Au niveau international, vu les nombreuses difficultés et pénuries économiques dont souffre l'île, l'aide et l'alliance vénézuélienne sont évidemment bienvenues, mais de nombreux indices suggèrent que des secteurs clés de la hiérarchie du pouvoir cubain, et en particulier les militaires, n'ont guère confiance en Chávez et ne le prennent pas très au sérieux. Les interlocuteurs régionaux les plus essentiels à moyen terme pour Raúl Castro seraient plutôt Washington et Brasilia. D'Obama, malgré les revendications officielles, La Havane n'attend pas vraiment la levée de l'embargo (une initiative dont nombre de fonctionnaires du Département d'État admettent en privé la nécessité et la rationalité mais qui reste impossible pour des raisons de politique intérieure américaine), mais certainement toutes sortes de mesures d'assouplissement dont certaines ont d'ailleurs déjà été prises. Et le Brésil de Lula est perçu non seulement comme un allié influent mais comme un partenaire économique plus fiable à long terme que le Venezuela et comme la clé de la réintégration politique de Cuba au continent. Ce du moins tant que le PT sera au pouvoir, mais peut-être même au-delà : on sait trop peu que même sous des gouvernements conservateurs – comme par exemple celui de Jânio Quadros au début des années 1960 –, la diplomatie brésilienne a souvent fait preuve d'une plus grande ouverture à l'égard de Cuba que ses homologues hispano-américains, à l'exception du Mexique. Cela dit, je ne parlerai pas de « changement fondamental des équilibres stratégiques dans la région » à propos de Cuba, parce que franchement, sur le plan géostratégique, le régime des frères Castro ne représente pas grand-chose aujourd'hui, ni comme menace pour l'« empire », ni comme alternative positive.

La Colombie et le Pérou sont les derniers régimes conservateurs d'Amérique du Sud. Est-ce pour cela qu'on pardonne tout à Uribe, même ses pires exactions ? Qu'on ferme les yeux sur les récentes répressions menées par le gouvernement d'Alan Garcia à l'encontre des mouvements indigènes ? L'Occident voit ces deux pays comme un rempart à la gauche, un moindre mal ?

Je ne sais pas si « on » pardonne tout à Uribe et j'éviterai de parler de « l'Occident » en bloc. L'Espagne, par exemple, entretient aujourd'hui d'excellentes relations politiques et commerciales avec Uribe, mais aussi avec Chávez, qui a récemment été reçu à bras ouverts à Madrid et a signé de juteux contrats avec la compagnie

pétrolière et gazière espagnole Repsol. La France aussi s'entend bien avec Uribe, mais elle vient de vendre au Brésil des armes explicitement destinées par Brasilia à contrebalancer l'alliance colombo-étatsunienne. Qu'est-ce que ça prouve au juste ? Si on doit parler de logique du moindre mal, on pourrait l'appliquer au raisonnement d'une partie de l'électorat colombien à propos d'Uribe : en gros, et comme l'aurait dit Roosevelt de Somoza père, c'est un salaud, mais c'est notre salaud, et nous détestons encore plus les FARC (le niveau d'impopularité de ces dernières est en effet abyssal, y compris dans les secteurs populaires). Il y a même probablement un nombre non négligeable d'électeurs qui votent pour Uribe aux présidentielles et pour un candidat du Pole démocratique alternatif (PDA, gauche) aux élections locales ou législatives. Mais surtout, dans leur écrasante majorité, les électeurs d'Uribe ne veulent pas vraiment savoir ce qu'il en est de son passé, de ses exactions et de ses accointances paramilitaires. Ce qu'ils constatent, c'est qu'il a restauré une apparence de paix civile sur une bonne partie du territoire. En réalité, la majorité de la violence homicide contre des civils en Colombie n'est pas le fait des FARC, mais la perception de la responsabilité politique des FARC dans la perpétuation de la logique de guerre est pratiquement universelle, et elle n'est pas dénuée de tout fondement.

Quoi qu'il en soit, je peux vous dire que l'humble marchande informelle de boissons et de friandises qui peut enfin exercer son office au bord de la route dans tel ou tel village ou petite ville parce que les touristes de la capitale ou de Medellin vont de nouveau à la campagne ou à la plage en voiture éprouve une réelle gratitude envers le président colombien, de même qu'une bonne partie des couches populaires. En outre, par le biais d'une habile pédagogie nationaliste, Uribe a restauré une certaine fierté patriotique et une estime de soi fort mise à mal par l'image peu reluisante de la Colombie dans le monde (narcotrafiquants, violence extrême, etc.). Et chaque fois que Chávez fait une déclaration anti-colombienne outrancière, Uribe gagne des points dans l'opinion. Tout cela ne change évidemment pas grand-chose à la triste réalité de la situation sur le terrain. Paramilitarisation rampante de la politique, concentration des terres et des richesses par le biais d'une véritable « contre-réforme agraire » armée, violations des droits de l'homme, harcèlement meurtrier des mouvements populaires (notamment les syndicats) d'un côté, cécité et autisme politique criminels des FARC de l'autre : autant de phénomènes dont on est loin de voir la fin et qui pourrissent la société colombienne. Une société qui se

caractérise par des inégalités et des injustices majeures et par l'immobilisme social de ses élites, mais aussi, il faut bien le dire, par leur remarquable dynamisme économique et par leur capacité notable de maintenir leur hégémonie politique et culturelle sur la population.

Pour ce qui est du Pérou, son alignement « réactionnaire » n'est pas aussi tranché. L'antagonisme avec Caracas s'est largement atténué depuis l'élection d'Alan García, et ce dernier entretient d'excellentes relations avec le gouvernement de Rafael Correa, par exemple, et ne participe nullement à de quelconques entreprises de déstabilisation de l'Équateur. En général, d'ailleurs, en matière de « déstabilisation » des gouvernements progressistes et d'« offensive impériale », certains observateurs « anti-impérialistes » racontent n'importe quoi, mélangent les faits réels, les demi-vérités, les hypothèses plus ou moins plausibles et les ragots paranoïaques, et ils sont assez mal informés sur ce qui se passe concrètement dans chaque pays. Bien entendu, la CIA et autres organismes font partout leur boulot, souvent très piètrement bureaucratique et parfois en fait assez peu efficace, voire contre-productif. Et bien entendu, les États-Unis ne nourrissent aucune tendresse particulière à l'égard des gouvernements de gauche latino-américains. [...]

Enfin, pour revenir au Pérou, les graves incidents de juin 2009 à Bagua, où un nombre indéfini d'indigènes et 24 policiers ont trouvé la mort, n'ont pas grand-chose à voir avec l'hypothèse selon laquelle le Pérou pourrait être un « rempart contre la gauche ». Ce conflit entre exploitation minière et indigènes reflète une contradiction profonde entre la logique extractiviste et primo-exportatrice de pratiquement tous les gouvernements latino-américains, avec ses répercussions écologiques et sociales, et celle des communautés locales. Or, c'est là une contradiction qui affecte durement aussi bien les gouvernements de gauche que les gouvernements plus conservateurs. Fin septembre 2009, de violents affrontements ont eu lieu entre les Indiens shuar opposés à l'exploitation minière et les forces de l'ordre déployées par le gouvernement équatorien dans la province de Morona-Santiago (faisant un mort chez les Indiens), et il y a eu tout récemment deux morts indigènes dans la Sierra de Perijá, au Venezuela, en conséquence d'un conflit analogue. L'aspect tragicomique de la chose, c'est qu'au Pérou le pouvoir affirme que les Indiens rebelles sont financés par Chávez, tandis qu'au Venezuela et en Équateur, la thèse de certains membres du gouvernement est qu'ils sont forcément manipulés par la droite ou la CIA.

[...]

Que vous inspire la situation au Honduras ? Est-ce que l'on peut expliquer l'apathie occidentale (en comparaison du déchaînement médiatique post-élections iraniennes) par le fait que Zelaya se situait à gauche sur l'échiquier politique, et avait notamment fait adhérer le Honduras à l'ALBA en 2008 ?

Sur le fond, je n'ai rien de très original à dire. Manuel Zelaya est le chef d'État légitime, Micheletti doit être dénoncé et renversé et l'armée doit rentrer dans ses casernes. Après ça, savoir s'il faut négocier le retour de Zelaya avec les putschistes, et jusqu'à quel point, ou s'il faut aussi continuer à mobiliser en faveur d'une Assemblée constituante, etc., c'est à Manuel Zelaya lui-même et au Front de la Résistance hondurien – dont par ailleurs, je crois, les rôles et les positions ne coïncident pas nécessairement à 100% – d'en décider. Je suppose qu'un des soucis fondamentaux est quand même d'éviter un bain de sang et de compenser un rapport de forces militaire défavorable par un rapport de force moral et politique suffisamment décisif.

[...] Alors pour revenir au Honduras, derrière cette condamnation quasi unanime – que j'ai décrite comme « formelle », mais la formalité compte en relations internationales –, il y a bien entendu des stratégies sous-jacentes assez différentes, ainsi que des contradictions ouvertes au sein de l'administration Obama. Bruxelles, Washington, Caracas et Brasilia, par exemple, ont chacun des approches distinctes, parfois divergentes, parfois convergentes, parfois opportunistes et temporisatrices, parfois plus agressives ; ça n'empêche pas que les putschistes honduriens ne sont pas vraiment à la fête et qu'on sait que la pression internationale a engendré de sérieuses fissures dans le front anti-Zelaya. Après ça, ce que disent ou ne disent pas les journaux et les marchands d'opinion éditoriale en Occident, c'est une autre affaire.

Vous mentionnez des « contradictions ouvertes au sein de l'administration Obama ». Quelle est au juste la position de Washington sur le Honduras ? Les accusations portant sur leur rôle dans le coup d'État sont-elles crédibles ?

[...] Washington ne contemple pas Zelaya avec des yeux énamourés, et il est assez probable que ce que la diplomatie étatsunienne essaie d'obtenir, c'est un compromis qui assurerait son retour tout en lui rognant les ailes politiquement parlant. Par ailleurs, et ce n'est pas tout à fait la même chose, il semble bien qu'il y ait eu des complicités directes avec les putschistes au sein même de l'establishment diplomatico-militaire américain,

même si c'est à l'insu de la Maison-Blanche. Avant d'être expulsé au Costa Rica, Zelaya captif a transité par la base américaine de Palmerola, par exemple. Plus généralement, ce ne sont pas seulement les vieux routiers républicains de la guerre froide comme Otto Reich qui s'agitent en coulisse en faveur des putschistes, mais des gens comme Lanny Davis, avocat et lobbyiste d'une bonne partie de l'oligarchie hondurienne, qui est aussi un intime du clan Clinton. Ce qui peut expliquer qu'Hillary Clinton ait pas mal tergiversé et traîné des pieds sur le Honduras, de même qu'en son âme et conscience de faucon pro-israélienne, elle est beaucoup plus partisane du bâton-opération militaire incluse-que de la carotte à l'égard de Téhéran. Mais en dernière instance, elle est obligée d'obéir aux injonctions stratégiques de la Maison-Blanche parce c'est ce à quoi elle s'est explicitement engagée dans le deal de 2008 qui lui a permis d'accéder à son poste prestigieux: «C'est Obama le patron, loyauté absolue, pas de double jeu et de stratégie clintonienne parallèle.»

Pour conclure, je dois dire que je trouve un peu bizarre la position des gens qui discourent constamment sur les noirs desseins de l'« empire » et leur implacabilité mais qui, en même temps, se mettent à dénoncer l'« hypocrisie » de Washington quand la Maison-Blanche désavoue le coup d'État en Honduras tout en n'adoptant pas une position aussi ferme que Chávez, ou même simplement que Brasilia ou Bruxelles. Hypocrisie? L'hypocrisie est le pain quotidien de la vie politique, surtout dans le domaine des relations internationales, et en réalité elle est un facteur de progrès moral quand elle oblige les puissants à respecter certaines formes et modérer ou limiter de fait leur domination.

De manière plus globale, l'arrivée au pouvoir d'Obama a-t-elle vraiment changé la donne des relations entre l'Amérique du Sud et les États-Unis comme l'espéraient certains avant son élection? Ou bien continue-t-il dans la droite ligne impérialiste de ses prédécesseurs?

Obama n'a pas été élu pour démanteler l'« empire » étatsunien en tant que tel, ni n'en a la moindre intention. C'est un patriote américain, certes sur des bases plutôt centristes et « à visage humain » si on le compare à Bush, et même avec quelques pointes (rares et fort timides) de progressisme rooseveltien en politique intérieure et de multilatéralisme sincère en politique extérieure. Mais le patriotisme américain, comme celui de n'importe quelle puissance majeure-ce qui vaut bien entendu aussi, avec des modalités diverses, pour la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, etc. -, suppose la défense du prestige, de l'influence et des intérêts

économiques et géopolitiques des États-Unis dans le monde. Et donc de l'« empire », si on souhaite l'appeler ainsi. Le problème, c'est qu'une bonne partie de la gauche latino-américaine, et de la gauche radicale européenne, ont une conception parfaitement infantile, conspirative et sous-informée de l'« empire » étatsunien et de son fonctionnement. Elles pratiquent abondamment à cet égard ce que Bourdieu appelait le « fonctionnalisme du pire », méconnaissant et sous-estimant totalement les contradictions, les frictions, les pesanteurs et les inerties politico-militaires, économiques, idéologiques et même bureaucratique-administratives (ces dernières jouent un rôle assez important tant dans le fonctionnement du complexe militaro-industriel que dans celui de la diplomatie) qui gouvernent l'interprétation et la mise en œuvre concrète du « hard power » et du « soft power » des États-Unis dans le monde, ainsi que les différents calculs des coûts et bénéfices inhérents à telle ou telle stratégie impériale. Plus globalement, en matière de conceptualisation des relations internationales, il faut bien dire que la gauche anticapitaliste est souvent passablement inepte. Il y a longtemps que l'on sait que les théories classiques sur l'impérialisme, comme celle de Lénine ou même de Rosa Luxemburg, sont très insatisfaisantes parce qu'elle n'arrivent à rendre compte ni de la diversité des configurations de pouvoir dans le champ international, ni des véritables relations entre facteurs économiques, facteurs politico-militaires et dimensions idéologiques. Mais ces théories avaient au moins le mérite d'une certaine cohérence matérialiste. Ce qui les remplace par défaut chez leurs supposés héritiers, c'est le plus souvent un mélange contradictoire, conceptuellement instable et intellectuellement indigent d'économisme vulgaire et de moralisme bon marché qui ferait se retourner Marx dans sa tombe.

En tout cas, ce qui est clair aujourd'hui, certes sans doute pas pour toute le monde – puisqu'on l'a vu, les néoconservateurs continuent à s'agiter furieusement et à manoeuvrer ce qui leur reste de pions sur des thèmes comme l'Iran ou le Honduras –, mais pour une majorité sensible d'analystes et d'acteurs politiques appartenant au mainstream de l'establishment étatsunien, c'est que la stratégie Bush-Cheney d'unilatéralisme offensif et de « regime change » non seulement n'a pas donné les résultats escomptés, mais s'est traduite par une diminution drastique du prestige, de l'influence et même de la capacité d'intervention directe et indirecte des États-Unis dans le monde. C'est de cette constatation que part Obama – d'où sa position sur le Honduras –, qui se trouve en outre confronté aux conséquences matérielles et géopolitiques désastreuses de cette stratégie sur le terrain

moyen-oriental où, à mon avis, toutes les options qui s'offrent aujourd'hui à Washington sont des impasses. (Ce dont on pourrait se réjouir si la relative impuissance américaine offrait des perspectives émancipatrices dans la région, mais ce n'est pas vraiment le cas...)

Alors vous savez, à côté du défi chinois, du problème israélo-palestinien ou du casse-tête «Af-Pak» (et de ses vastes et effrayantes prolongations sud-asiatiques), l'Amérique latine est un problème relativement bénin... Ce qui préoccupait le plus la Maison-Blanche dans la région, ces derniers mois, ce n'était pas les gouvernements de gauche, mais la crainte d'une spirale incontrôlable de violence et de déstabilisation des institutions par les bandes de narcotrafiquants au Mexique. À côté d'un «allié» traditionnel ultra-problématique comme le Pakistan, un «ennemi» comme Chávez, qui livre son pétrole rubis sur l'ongle et dont la «bolibourgeoisie» fait régulièrement ses emplettes à Miami, c'est du gâteau...

Le problème, c'est que cet état de distraction moyen-orientale, de surcharge stratégique et de négligence relative de l'arrière-cour latino-américaine, s'il laisse certainement une marge de manœuvre plus grande aux initiatives autonomes des gouvernements progressistes de la région, ouvre aussi la voie aux intrigues des éléments les plus réactionnaires et aux cafouillages diplomatiques, tel que celui qu'on perçoit à propos du Honduras. Elle n'exclut pas non plus la perpétuation inertielle, voire l'accentuation automatique, de certaines tendances lourdes de la politique sécuritaire régionale (anti-drogue, anti-terroriste, sécurité énergétique, etc.). C'est me semble-t-il ce qui se passe avec la Colombie. Pour finir, je crois qu'à moyen terme, les deux facteurs fondamentaux qui décideront du poids de l'influence des États-Unis dans la région sont, d'une part, la possibilité d'un enlisement catastrophique en Afghanistan, avec toutes ses répercussions en termes de consensus interne et de crédibilité externe, et le résultat des élections brésiliennes de fin 2010.

L'annonce du renforcement de la présence militaire des États-Unis en Colombie a été très mal reçue par la majorité des pays de l'UNASUR. Cristina Kirchner a ainsi déclaré: «Nous ne pouvons pas admettre que les USA, après avoir exporté la crise économique et la grippe porcine chez nous, apportent encore une situation de guerre dans notre région.» L'ingérence américaine ne serait plus bienvenue? Washington risque-t-il de hausser le ton en représailles?

D'abord, je vous dirai qu'il y a quelque chose qui me laisse un peu perplexe dans cette histoire des «sept bases» américaines.

Bien que les termes de l'accord entre Washington et Bogota soient encore secrets, il faut bien comprendre qu'il ne va pas s'agir de sept bases de l'US Air Force ou des Marines, mais pour l'essentiel d'infrastructures de l'armée colombienne établies ou renforcées avec l'aide financière des États-Unis et offrant diverses facilités logistiques et opérationnelles à des personnels et des équipements étatsuniens, la question étant de savoir à quel niveau. Mais ce genre de coopération étroite (logistique, transport, intelligence, communication, approvisionnement, encadrement, etc.) est depuis longtemps la règle entre les deux pays. On sait aussi très bien que diverses unités militaires colombiennes d'élite sont entièrement formées et financées par les États-Unis, non seulement au niveau des équipements de combat, mais de la première paire de chaussettes à la dernière brosse à dents. Bref, les « sept bases », qui ne seront peut-être même pas vraiment sept au sens strict (je doute fort que les Américains, sans parler des Colombiens, disposent aujourd'hui de la capacité de financer un tel déploiement), ce n'est que la continuité pas nécessairement spectaculaire de choses qui se font déjà amplement et qui, si elles sont bien connues des observateurs attentifs, sont menées de façon plus discrète et ne suscitent pas tant de scandale diplomatique. Alors pourquoi le crier sur tous les toits et alerter les voisins, comme l'ont fait les Colombiens ?⁸ Il y a là peut-être des motivations politiques internes—ou externes—que je ne me sens pas encore à même de discerner.

Il y a autre chose à remarquer à propos de l'alliance entre Bogota et Washington. Des trois grandes alliances politico-militaires traditionnelles dans des régions « sensibles », à savoir Pakistan, Israël et Colombie (l'Égypte est un peu à part parce qu'elle n'est pas engagée dans un conflit armé), c'est la seule qui ne présente pas aujourd'hui d'aspects gravement dysfonctionnels. Disons qu'Uribe et les généraux colombiens ne risquent pas trop de faire à Washington un enfant dans le dos, comme Netanyahu avec son inflexibilité sur la politique de colonisation, voire sur l'Iran, ou bien les militaires et les services d'intelligence pakistanais avec leur double ou triple jeu machiavélique à l'égard du terrorisme islamique. Ce n'est certes pas l'idylle absolue, il y a quelques frictions sur les questions commerciales sous la pression des lobbies agricoles américains, et certains syndicats mènent de leur

⁸ Il faut savoir qu'aux États-Unis, les médias de référence et les centres d'analyse stratégique n'ont pratiquement pas mentionné ce thème et qu'il est totalement absent des débats politiques publics.

côté aux États-Unis une forte campagne anti-Uribe qui mélange opportunément protectionnisme et défense des droits de l'homme et se voit répercutée par quelques congressistes démocrates. Mais disons que ces motifs d'irritation restent marginaux. Comme on dit en espagnol (et je crois aussi en arabe), si on vous fait cadeau d'un cheval, vous ne vous plaignez pas de sa dentition. La Colombie d'Uribe est un cadeau géostratégique qui ne se refuse pas, même pour un gouvernement qui peut nourrir dans certains cas une sensibilité assez différente de celle de Bush et favoriser une approche plus conciliatrice à l'égard des autres gouvernements latino-américains.

Maintenant, pour ce qui est de hausser le ton, ce sont plutôt les Sud-Américains qui ont donné de la voix jusqu'à présent. On l'a vu avec Chávez, qui de toute façon ne sait pas vraiment baisser le ton ; on l'a vu avec Brasilia, qui nous avait plutôt habitués à une courtoise suavité diplomatique ; et les propos de Cristina Kirchner que vous citez sont éloquents. Par ailleurs, je ne vois pas trop quelles représailles Washington peut exercer. À l'occasion, les tensions dans telle ou telle négociation commerciale peuvent donner lieu à des sanctions ou à l'élimination de traitements préférentiels, mais cela n'a pas grand chose à voir avec les bases en Colombie. Il y a aussi les processus dits de « certification », liés à l'obsession de la « guerre contre la drogue », laquelle est par ailleurs un échec retentissant – ce que reconnaissent aujourd'hui en privé nombre de représentants de l'establishment étatsunien, républicains compris. Mais en fait, les seuls systèmes de représailles institutionnelles exercées actuellement par Washington sont l'embargo contre Cuba, qui est certainement absurde et critiquable mais n'a rien de nouveau, et les sanctions timides mais bien réelles contre... le gouvernement de Micheletti ! Alors très franchement, je ne pense pas qu'un récent prix Nobel de la Paix qui n'est même pas capable de promouvoir la paix là où il prétend souhaiter le faire (Israël-Palestine) et qui est probablement en train de s'enliser tragiquement en Afghanistan aura la moindre légitimité, sans même parler des ressources militaires et logistiques disponibles, pour pratiquer de façon systématique et soutenue une politique du gros bâton en Amérique latine. Sans compter que je ne sache pas qu'aucun approvisionnement énergétique ou qu'aucun intérêt économique vital des États-Unis soit menacé par les gouvernements de gauche latino-américains pour l'instant, Chávez compris. On peut donc faire l'hypothèse que ce qui va continuer, en gros, c'est la navigation à vue, la gestion à la marge des foyers de tension, les alternances aléatoires et sans grandes conséquences pratiques

entre froncements de sourcil impérial et discours multilatéralistes conciliateurs, les tergiversations diplomatiques et les adaptations pragmatiques en attendant que des vents idéologiquement plus favorables à Washington soufflent dans la région.

Que vous inspirent des initiatives comme l'ALBA ou la Banque du Sud ? Forment-elle déjà des alternatives crédibles aux institutions néolibérales telles que le FMI ou la Banque mondiale ?

L'ALBA est un projet vénézuélien dont le caractère est extrêmement flou et qui ne représente pas grand-chose en termes de poids économique et de volume d'échanges à côté d'organismes comme la Communauté andine ou le Mercosur, pas plus qu'il n'entre en concurrence avec l'UNASUR en termes de perspectives d'intégration politique. Si l'on excepte Cuba, qui est un cas assez spécial, et les minuscules îles des Caraïbes qui y ont adhéré dans le but de bénéficier de certaines largesses pétrolières vénézuéliennes, les pays membres de l'ALBA ont chacun pour principaux partenaires commerciaux des nations qui ne sont pas membres de l'ALBA. Par exemple, pour chaque dollar qui entre au Venezuela, environ 80 cents proviennent des États-Unis, et 20 du reste du monde, dont une fraction infime des pays de l'ALBA. Et les projets d'investissement « durs » de Caracas en Amérique latine ne passent pas par l'ALBA, mais par des mécanismes classiques de coopération et de commerce bilatéraux. Par ailleurs, l'ALBA, qui affirme vouloir favoriser les « échanges non marchands », encadre symboliquement des projets de coopération « solidaire » ou humanitaire cubano-vénézuéliens qui existeraient de toute façon sans elle. Enfin, si on prend le cas de l'intégration récente et tardive de l'Équateur, qui est l'économie la plus importante de l'alliance après le Venezuela lui-même, il suffit de l'étudier de près pour se rendre compte qu'elle visait surtout à activer et « fluidifier » un certain nombre de projets et contrats bilatéraux souscrits avec Caracas hors du cadre de l'ALBA, et qui se sont miraculeusement « débloqués » une fois confirmée l'adhésion de Quito. Bref, l'ALBA est une arme de la politique étrangère de Chávez et un effet d'annonce passablement surdimensionné, comme beaucoup d'aspects de la geste bolivarienne.

Quant à la Banque du Sud, il s'agit d'un projet proposé initialement par Hugo Chávez et Néstor Kirchner et rendu public officiellement en décembre 2007 mais dont la charte constitutive n'a été signée qu'en septembre dernier. Pour le moment, y ont adhéré l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay, le

Venezuela et l'Uruguay. Le Chili participe en tant qu'observateur. Sa mission est celle d'un fonds monétaire et d'un organisme de prêt doté d'un capital initial de 20 milliards de dollars et censé fonctionner comme une banque de développement finançant des œuvres d'infrastructure et apportant son soutien aux entreprises publiques et privées des pays signataires en tenant compte de critères d'équité et de justice sociale. La Banque du Sud est également censée appuyer des mesures d'intégration économique susceptibles de consolider l'UNASUR, comme la création d'une monnaie commune. Il s'agit certainement d'un projet beaucoup plus sérieux que l'ALBA, mais qui en est encore à un stade tout à fait préliminaire. D'un côté, on peut craindre la tentation de financer des projets pilotes emblématiques mais plus ou moins artificiels ou dispendieux—des « éléphants blancs » en quelque sorte—en lieu et place de l'élaboration de lignes stratégiques de développement bien définies, et définies d'un commun accord. Mais de l'autre, si cette dynamique de consensus stratégique se concrétise, il s'agira certainement d'une alternative intéressante aux institutions financières existantes, surtout si elle donne des idées à d'autres pays ou blocs de pays dans d'autres régions du Sud.

Comment des gauches si différentes que celles de Chávez et Bachelet, Lugo et Morales, Kirchner et Correa, etc., parviennent-elles à coopérer au sein de ces institutions? L'unité est-elle appelée à durer?

Parfois, elles n'arrivent pas à coopérer, et ce n'est pas à cause de divergences idéologiques, comme le démontre le cas du conflit environnemental frontalier entre l'Argentine et l'Uruguay à propos de l'installation d'une usine papetière défendue par le gouvernement de Tabaré Vázquez. Vous savez, les gouvernements de gauche sont comme les autres, ils ont peut-être des « amis », mais ils ont surtout des intérêts. La question est de savoir si ces intérêts peuvent être rendus compatibles de façon coopérative, et pas seulement s'affronter à travers une concurrence sauvage. Mais le danger, ça peut être aussi que ces leaders de gauche s'entendent finalement « trop bien » et que les processus d'intégration dépendent exagérément du volontarisme politique de quelques chefs d'État et de la « diplomatie inter-présidentielle », au lieu d'être une construction collective favorisée par des mécanismes institutionnels établis de façon amplement délibérative. Si vous prenez l'UNASUR, par exemple, ce n'est pas en soi un mécanisme d'intégration « de gauche » ou « socialiste ». Pourtant, outre le fait qu'elle est censée comporter

des volets de coopération sociale, sa seule existence va dans le sens d'un monde multipolaire (son intervention, par exemple, a joué un rôle important pour désamorcer le conflit régional bolivien et renforcer la position du gouvernement de Morales tout en maintenant Washington à l'écart). Il faut espérer que les pratiques de consultation et de coopération qu'elle promeut s'institutionnalisent et s'enracinent suffisamment pour survivre aux diverses figures qui incarnent aujourd'hui la gauche latino-américaine.

